



Investir dans les populations rurales

Conseil des gouverneurs

Quarante-sixième session
Rome, 14-15 février 2023

Discours d'ouverture du Président, Alvaro Lario

Document: GC 46/INF.4

Date: 14 février 2023

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: INFORMATION

Seul le prononcé fait foi

Discours de
Alvaro Lario,
Président du
Fonds international de développement agricole (FIDA)

Ouverture de la quarante-sixième session
du
Conseil des gouverneurs

Rome, Italie
14-15 février 2023

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Avant d'entamer nos travaux, je tiens à présenter mes plus profondes condoléances au peuple de la République arabe syrienne et à celui de Türkiye, qui ont tant perdu et tant souffert dans les tremblements de terre de la semaine dernière.

Alors que nous entamons les délibérations de notre Conseil des gouverneurs, j'aimerais nous ménager un instant de réflexion sur le thème de cette année.

Combien faudra-t-il de victimes de la malnutrition aiguë avant que nous n'accélérons notre action en faveur de la sécurité alimentaire?

900 millions? 950? Un milliard?

Aujourd'hui, plus de 800 millions de personnes ne se nourrissent pas suffisamment pour vivre des vies productives et actives.

C'est à peu près autant que l'ensemble de la population des États-Unis, du Nigéria, du Bangladesh et de l'Italie mise bout à bout.

La Corne de l'Afrique traverse la sécheresse la plus longue et la plus grave jamais enregistrée. Le cours des denrées, du carburant et des engrais ne fait qu'empirer la situation.

Aujourd'hui, aux côtés du Président de la Somalie, je suis fier de pouvoir dire que, grâce aux généreuses contributions de plusieurs États membres du FIDA, ce pays pourra à nouveau accéder aux ressources du Fonds. L'heure est grave, car la sécurité alimentaire du pays est de plus en plus menacée.

La faim guette encore des millions de personnes. En Afghanistan, 20 millions de personnes ne mangent pas à leur faim; en République démocratique du Congo, 26 millions de personnes devraient être dans la même situation d'ici la mi-2023; au Soudan du Sud, plus de la moitié de la population souffre déjà de la faim. Au Yémen, 2,2 millions d'enfants souffrent de malnutrition aiguë.

Chaque personne qui risque de souffrir de la faim est une raison de renforcer l'action pour la sécurité alimentaire sans plus attendre.

Voilà pourquoi le Conseil des gouverneurs de cette année est consacré au thème « Accélérer l'action en faveur de la sécurité alimentaire ». Voilà aussi pourquoi nous travaillons d'arrache-pied avec la FAO et nos autres partenaires pour tenir les promesses faites au Sommet sur les systèmes alimentaires. Le plus tôt sera le mieux: agir trop tard, c'est la tragédie assurée pour des millions de personnes. Nous devons faire absolument tout notre possible pour éviter ces crises.

Les changements climatiques, les conflits et l'inflation mettent à rude épreuve l'agriculture et la sécurité alimentaire.

800 millions de personnes – voilà la marge qui sépare les États des engagements contractés au titre du deuxième objectif de développement durable, à savoir l'élimination de la faim à l'horizon 2030.

L'immense majorité des personnes les plus affectées par la faim vivent dans les zones rurales des pays en développement – leur vie et leurs moyens d'existence dépendent de l'agriculture.

Le FIDA est déterminé à faire en sorte que celles et ceux que nous servons, qui produisent une bonne partie de notre nourriture, bénéficient de l'accompagnement nécessaire pour se donner des moyens d'existence et consolider leur résilience. Il ne faut pas y voir des victimes passives, mais de puissants moteurs de changement.

La crise alimentaire qui sévit aujourd'hui ne saurait être imputée à tel ou tel conflit, à telle ou telle pandémie, ni même aux changements climatiques. Bien souvent, elle résulte de la confluence de ces phénomènes, qui s'ajoutent aux faiblesses et au sous-investissement chroniques qui caractérisent la structure générale des systèmes alimentaires.

La crise naît aussi des inégalités criantes qui coupent les petits exploitants agricoles et autres habitants des zones rurales de toute perspective économique et les réduisent à la pauvreté extrême.

Mesdames et Messieurs,

Nous sommes plongés dans une crise permanente. Il en sera ainsi tant que nous réagirons à chaque situation d'urgence isolément sans investir en même temps dans des solutions générales à plus long terme.

Il est plus économique de régler un problème que de réagir aux urgences. Plus nous attendons, plus le coût augmente.

Aujourd'hui, nos systèmes alimentaires n'assurent ni la sécurité alimentaire, ni la nutrition de tous et toutes, ni la dignité des moyens d'existence des agriculteurs et agricultrices et des autres travailleurs et travailleuses qui remplissent notre assiette. En même temps, les systèmes alimentaires sont à l'origine d'un tiers environ de tous les gaz à effet de serre et de près de 80% du recul de la biodiversité, et consomment 70% de l'eau potable sur Terre.

Il est toutefois possible de transformer les systèmes alimentaires pour qu'ils produisent des moyens d'existence décents et aident à combattre l'insécurité alimentaire et la pauvreté, à court et à long terme.

Les petites productrices et petits producteurs et les entrepreneuses et entrepreneurs ruraux doivent être au cœur de nos investissements, et ce pour de nombreuses raisons. Un tiers de notre nourriture provient de petites exploitations, alors même que celles-ci occupent moins d'un dixième des terrains cultivés.

Les petites exploitations sont efficaces, présentent une plus faible empreinte carbone et environnementale et préservent la biodiversité au lieu de l'assécher.

Autrement dit, par quelque bout qu'on le prenne, ce sont de bons investissements. Le PIB issu de l'agriculture contribue deux à trois fois plus efficacement que celui de tout autre secteur à réduire la pauvreté.

Or derrière ces chiffres, ce sont des gens en chair et en os: les 3 milliards de personnes qui vivent de la petite agriculture et en dépendent pour leurs moyens d'existence.

Mesdames et Messieurs,

Les bouleversements nés de la pandémie de COVID-19 et de la guerre en Ukraine ont montré combien il importait de raccourcir les chaînes de valeur et de faire en sorte que les producteurs ou industriels alimentaires locaux approvisionnent les marchés des environs.

Imaginez la contribution que les populations rurales pourraient encore apporter à la sécurité alimentaire, la paix et la stabilité mondiales si elles avaient les ressources nécessaires pour améliorer leurs exploitations et leurs entreprises et pour prospérer, au lieu de survivre. Si elles avaient accès aux financements voulus pour investir dans la production durable, la technologie et les approches climato-compatibles, et à de meilleurs débouchés commerciaux, à un meilleur entreposage après la récolte et à d'autres formes de soutien.

Des petites exploitations productives et rentables sont également la promesse d'une collaboration avec les petites et moyennes entreprises qui transforment, stockent et commercialisent la nourriture, et donc d'emplois dans les segments intermédiaires des systèmes alimentaires et d'un avenir dans les zones rurales, en particulier pour la jeunesse.

Mesdames et Messieurs,

Alors que la population mondiale a dépassé les 8 milliards de personnes, et que les changements climatiques perturbent les cycles météorologiques et les périodes d'ensemencement dans le monde entier, il nous faut augmenter les investissements à un rythme et avec une intensité plus soutenus que jamais.

À proprement parler, le FIDA est aujourd'hui le véhicule le plus direct dont dispose la communauté internationale pour acheminer les investissements dans des systèmes alimentaires durables au service du développement.

Depuis 1977, par le jeu du cofinancement, le FIDA transforme chaque dollar versé à ses ressources de base par les États membres en six dollars investis sur le terrain.

Le FIDA a été chargé de piloter pour le compte de l'ONU le volet « financement » de la transformation des systèmes alimentaires. Nous sommes également à la tête de la coalition des banques publiques de développement visant à intensifier les investissements écologiques et inclusifs dans l'agriculture. Et nous codirigeons la coalition sur le travail décent, qui vise à faire en sorte que les agriculteurs et agricultrices, et plus généralement les travailleurs et travailleuses du système alimentaire, aient un revenu qui leur permette de vivre et se nourrissent à leur faim.

En tant qu'**assembleur de financements**, le FIDA est bien placé pour forger des partenariats stratégiques et mobiliser des ressources en attirant des cofinancements nationaux et internationaux.

Le FIDA a également réussi à mobiliser des ressources issues du secteur privé au moyen de son Programme de participation du secteur privé au financement et à galvaniser les donateurs en faveur des petites et moyennes entreprises rurales. En ce qui concerne les changements climatiques, le FIDA est parvenu à catalyser les ressources au moyen du Programme élargi d'adaptation de l'agriculture paysanne, aidant ainsi les petits producteurs à parer aux effets des changements climatiques.

Alors que les crises et les conflits font rage, la recrudescence de la fragilité nous force à nous tenir sur le qui-vive. Le FIDA a montré que, en situation de fragilité, il savait renforcer les institutions locales tout en combattant dans la durée les facteurs qui sous-tendent les conflits locaux.

Dans ce domaine, nous nous engageons à augmenter nos capacités et à travailler avec les États membres pour intervenir davantage, au profit de celles et ceux qui vivent en situation de fragilité.

Mesdames et Messieurs,

La crise alimentaire que nous traversons aujourd'hui est trop vaste pour qu'aucune institution ne puisse s'y mesurer à elle seule. À défi mondial, riposte mondiale.

Le FIDA est la plateforme dont dispose la communauté internationale pour produire une montée en puissance de la transformation des systèmes alimentaires. Nous rassemblons 177 États membres, sans compter ceux qui nous rejoindront. Et cela, parce que la réputation du FIDA n'est plus à faire et que nous avons tissé des liens de confiance vieux de plus de 40 ans avec les États, les ONG, les agences de développement, des entités privées et les populations rurales pauvres elles-mêmes.

Dans les années à venir, nous voulons en faire encore davantage ensemble. Nous voulons atteindre encore davantage de personnes, élargir encore notre impact et donner espoir et perspectives à celles et ceux qui aujourd'hui sont dans la tourmente.

C'est à notre portée. La Treizième reconstitution des ressources, qui s'approche à grands pas, est l'occasion d'augmenter les investissements et l'impact.

Il est à notre portée de contribuer à remettre le monde sur la voie de notre objectif partagé, l'élimination de la pauvreté et de la faim. Il est à notre portée de soutenir la réalisation des objectifs de développement durable. À notre portée, avec votre soutien.

Merci.